

[Text]

enabling legislation with respect to dissolution of that crown corporation. Therefore, I am not sure this is an appropriate time to debate the principle of the bill. I think that was done in Parliament and indeed by various other agencies, including various provinces.

Mr. Crombie was a royal commissioner on behalf of the province and the Government of Canada. Mr. Crombie endorsed Mr. McKeough's proposal. So perhaps I will just let my honourable friends continue with their questioning.

Mr. Harb: I presume we are going to have a chance to ask Mr. McCreath some questions later on, on behalf of the minister. He made quite an alarming statement on behalf of Mr. Crombie. I am not aware of anything that Mr. Crombie said on the dissolution of the Harbourfront in a sense that he supports the dissolution of the Harbourfront. If there is anything the assistant to the minister can provide us with in terms of the written document, a letter, or whatever, that says Mr. Crombie supports what has taken place, it would be thoroughly interesting.

Mr. McCreath: He was present at a press conference on November 27 and indicated his endorsement at that time. But you can check with him, if you wish.

Mr. Harb: If you have something available, Mr. McCreath, you might want to help us out on that.

I was quite interested in the statement our witness made about the Harbourfront. My belief is that this crown corporation was set up for a reason. Normally, you get rid of a crown corporation when you get to a point where there is no *raison d'être* for it to exist any more. Similar crown corporations exist in other parts of the country—for instance, in Quebec. In Montreal or in Quebec City there are crown corporations performing, to an extent, similar tasks or similar duties. I presume there are similar corporations still in existence in other provinces.

I want to ask the witnesses if they can enlighten us as to whether they see any difference between the two missions of the two different corporations or whether they believe there is a lack of consistency on the part of the government in abandoning one crown corporation while maintaining others. Do they also believe the mandate and the mission of this crown corporation has been completed?

Mr. Mills: The mandate and mission was clearly set out for the crown corporation. Its task was to complete the rejuvenation, redevelopment and opening up of the waterfront for the people of Toronto, including the provision of its public programs and activities, and that it should ultimately be in a position to be financially self-sufficient, generating sufficient income to be able to continue to provide the public programs and activities.

• 1610

Clearly we were on the road to that mandate. Four years ago we were close to financial self-sufficiency, but of course we were not finished with the redevelopment of the site. We had completed about 55% of the redevelopment of the site,

[Translation]

habilitante à propos de la dissolution de cette société de la Couronne. Par conséquent, je ne suis pas convaincu que c'est le bon moment de discuter du bien-fondé du projet de loi. Je crois que cela a été fait au Parlement et aussi par d'autres organismes, y compris certaines provinces.

Monsieur Crombie a participé à la commission d'enquête parlementaire au nom de la province et du gouvernement fédéral. Il a appuyé la proposition de M. McKeough. Je vais donc laisser mes honorables amis continuer à poser des questions.

M. Harb: Je présume que nous aurons l'occasion de poser des questions à M. McCreath plus tard, au nom du ministre. L'affirmation qu'il a faite au nom de M. Crombie est passablement inquiétante. Je ne sais rien à propos de ce que M. Crombie a dit en ce qui concerne la dissolution de la société Harbourfront qui pourrait laisser croire qu'il appuie la dissolution de cette société. Si le secrétaire parlementaire du ministre peut nous fournir quelque chose à cet effet, des documents écrits, une lettre, ou quoi que ce soit, qui prouve que M. Crombie appuie ce qui s'est passé, ce serait extrêmement intéressant.

M. McCreath: Pendant la conférence de presse du 27 novembre, il a confirmé son appui. Mais vous pouvez vérifier auprès de lui, si ça vous tente.

M. Harb: Si vous avez quelque chose à signaler, monsieur McCreath, peut-être voudriez-vous nous aider un peu?

Je suis très intéressé par l'affirmation que notre témoin a faite à propos de Harbourfront. J'estime que cette société de la Couronne a été mise sur pied pour une raison. Normalement, on ne se débarrasse d'une société de la Couronne que lorsqu'elle n'a plus de raison d'être. Des sociétés de la Couronne similaires existent ailleurs au pays, par exemple au Québec. À Montréal ou à Québec, des sociétés de la Couronne ont pratiquement le même mandat et les mêmes fonctions. Je présume qu'il existe des sociétés similaires dans d'autres provinces.

J'aimerais demander aux témoins d'éclairer un peu notre lanterne. Voient-ils des différences entre le mandat de ces sociétés ou estiment-ils que le gouvernement adopte deux poids deux mesures en abandonnant une société de la Couronne tout en en gardant d'autres. Estime-t-il également que le mandat et la mission de cette société de la Couronne sont terminés?

M. Mills: Le mandat et la mission de cette société de la Couronne ont été clairement établis. Sa fonction était de terminer le rajeunissement, le réaménagement et la mise en valeur des terrains riverains du lac Ontario pour les gens de Toronto. En outre, elle devait établir des programmes et des activités publiques pour devenir financièrement autonome et continuer à offrir au public ces mêmes programmes et activités.

Nous étions nettement engagés sur cette voie. Il y a quatre ans, nous étions pratiquement financièrement autonomes, mais nous n'avions pas encore terminé le réaménagement des lieux. Nous en avons fait seulement 55